Public Health and the Canadian Charter of Rights and Freedoms

The unanimous decision by the Supreme Court of Canada to order the Federal Minister of Health to exempt Vancouver's supervised injection site from the Controlled Drugs and Substances Act is a major public health victory for Canada. It will save lives, decrease crime, improve health services, decrease transmission of HIV and hepatitis C, reduce the health and social burden and most likely the societal costs of drug addiction. Provinces must now start systematic implementation of similar and expanded facilities where they are most needed and apply for CDSA exemptions similar to that granted to Vancouver's Insite.

This decision clearly establishes the grounds for similar initiatives across the country. What is most exciting and important about it, however, is that the decision itself was based not on the resolution of some federal-provincial dispute over health care jurisdiction but on the recognition that a major harm reduction strategy targeting an important vulnerable population is in fact protected by the Canadian Charter of Rights and Freedoms. Indeed, the Supreme Court in its 9 to 0 decision affirmed that the refusal of the federal government to renew the CDSA exemption contravened section 7 of the Charter which states: "Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice."¹

This, I believe, opens the door for public health to consider how the Charter can support public health actions for other vulnerable populations, including low-income groups, recent immigrants and refugees, First Nations and others. Public health also needs to explore how further harm reduction strategies could benefit from the protection of the Charter. For example, if the injection sites also provided safe, pharmaceutical-grade drugs, addicts would be less likely to inject tainted products with the potential to cause harm.

While the ruling permits us to contemplate the day when similar facilities will open across the country and when even more services will be offered to their client populations, the road will not necessarily be straightforward. The ruling does allow for the Minister's discretion for future applications for exemptions, but that discretion according to the ruling must be applied "within the constraints imposed by the law and the Charter."²

Hence, clear documentation of the need for and safety of such facilities will have to be demonstrated empirically. Careful planning, oversight and evaluation will be required as new facilities are implemented. An important research agenda appears before us to generate further evidence for effective harm reduction in Canada.

Gilles Paradis
Scientific Editor

REFERENCES

1. Canadian Charter of Rights and Freedoms. Available at: <http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/charter/page-1.html> (Accessed October 7, 2011).
2. Canada (Attorney General) v. PHS Community Services Society, 2011 SCC 44. Available at: <http://scc.lexum.org/en/2011/2011scc44/2011scc44.html> (Accessed October 7, 2011).

La santé publique et la *Charte canadienne des droits et libertés*

La décision unanime de la Cour suprême du Canada d'ordonner à la ministre fédérale de la Santé d'exempter le site d'injection supervisée de Vancouver de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* est une grande victoire pour la santé publique au Canada. Cette décision va sauver des vies, réduire la criminalité, améliorer les services de santé, freiner la transmission du VIH et de l'hépatite C, et alléger le fardeau sociosanitaire (et très probablement les coûts sociétaux) de la toxicomanie. C'est maintenant aux provinces d'amorcer l'implantation systématique de sites semblables (ou améliorés) là où ils sont le plus nécessaires et de demander des exemptions à la LRCDS comme celle qui vient d'être accordée à la clinique Insite de Vancouver.

La décision ouvre clairement la porte à des initiatives similaires partout au Canada. Le plus emballant et le plus important dans cette décision, cependant, est qu'elle ne repose pas sur la résolution d'un différend fédéral-provincial au sujet des compétences en matière de soins de santé, mais sur la reconnaissance du fait qu'une grande stratégie de réduction des méfaits ciblant une importante population vulnérable est véritablement protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés*. À vrai dire, la Cour suprême, dans la décision unanime de ses neuf juges, affirme que le refus du gouvernement fédéral de renouveler l'exemption à la LRCDS contrevient à l'article 7 de la Charte, à savoir que « Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale¹ ».

C'est la clé qui, selon moi, permettra à la santé publique d'envisager des moyens d'appliquer la Charte à des mesures de santé publique destinées à d'autres populations vulnérables, dont les groupes à faible revenu, les immigrants et réfugiés récents et les Premières Nations. Nous devrions aussi nous demander si d'autres stratégies de réduction des méfaits bénéficieraient de la protection de la Charte. Par exemple, si les sites d'injection étaient approvisionnés en drogues sûres de qualité pharmaceutique, les toxicomanes seraient moins susceptibles de s'injecter des produits contaminés risquant de leur causer du tort.

La décision de la Cour nous permet d'envisager le jour où des sites semblables ouvriront dans tout le pays et où ils offriront même davantage de services à leurs populations de clients, mais le chemin ne sera pas nécessairement sans embûches. Cette décision confère en effet au ministre le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou non des exemptions, même si cette discrétion doit être exercée « conformément aux limites imposées par la loi et par la *Charte*² ».

Il faudra donc prouver empiriquement la nécessité et la sécurité des cliniques comme Insite. Une planification soignée, une surveillance et une évaluation devront accompagner l'ouverture de nouvelles installations. L'une des grandes tâches de nos chercheurs sera de produire des preuves supplémentaires pour renforcer l'efficacité de la réduction des méfaits au Canada.

Le rédacteur scientifique
Gilles Paradis

RÉFÉRENCES

1. *Charte canadienne des droits et libertés*. Sur Internet : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/Charte/page-1.html> (consulté le 7 octobre 2011).
2. *Canada (Procureur général) c. PHS Community Services Society*, 2011 CSC 44. Sur Internet : <http://scc.lexum.org/fr/2011/2011csc44/2011csc44.html> (consulté le 7 octobre 2011).